

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Une-revolution-tranquille-en-Bolivie>

Rencontre avec le président bolivien, Evo Morales

Une révolution tranquille en Bolivie.

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : jeudi 14 septembre 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Judy REBICK

[Alternatives](#). Canada, 11 septembre 2006

SUCRE, Bolivie : Alors que la dévastation s'abat sur le Liban et que la planète semble chaque jour plus proche d'un nouveau désastre, j'ai découvert un endroit empreint d'un extraordinaire espoir. Ce qui se passe actuellement en Bolivie est sans précédent dans l'histoire moderne : un gouvernement indigène a pris le pouvoir et tente - avec une certaine dose de succès jusqu'à maintenant - de mettre en place des politiques s'inspirant d'anciennes pratiques et valeurs indigènes.

En Bolivie, les peuples quechuas et aymaras comptent, avec des nations indigènes plus petites, pour environ 70 % de la population.. Pourtant, c'est la minorité métisse qui dirige depuis toujours le pays. En mai dernier, un parti représentant la majorité indigène d'origine majoritairement paysanne a obtenu le pouvoir à la suite d'une victoire écrasante. Le premier président indigène des Amériques a réussi à enlever 54 % des votes, même s'il devait faire campagne avec sept autres candidats.

Enraciné dans des siècles de tradition socialiste communautarienne, de réciprocité et d'union avec la terre, combiné à des décennies de syndicalisme militant et radical et de batailles indigènes, le Movimiento al Socialismo (MAS, Mouvement vers le socialisme) a pris le pouvoir avec Evo Morales à sa tête. Evo, comme tout le monde l'appelle, n'est pas seulement le premier leader indigène des Amériques depuis plus de 500 ans, il est aussi un campesino (paysan) et leader des cocalaros (producteurs de coca), un des groupes les plus militants du pays.

Est-ce que les anciennes philosophies et valeurs andines pourraient nous fournir un cadre qui sauvera la terre et l'humanité ? C'est ce que croit Evo.

« Historiquement, les indigènes ont vécu en communauté, en collectivité et en harmonie non seulement les uns avec les autres à titre d'êtres humains mais aussi avec la Terre, notre mère, et avec la nature, indique le nouveau président bolivien. Il nous faut recouvrer tout ça. Si nous considérons la vie en termes d'égalité et de justice, si nous pensons à l'humanité, le modèle de l'Occident, l'industrialisation et le néolibéralisme détruisent la planète qui pour moi est la Pachamara [déesse-terre des peuples aymaras/quechuas qui constituent ici les plus importants groupes indigènes]. Le modèle qui concentre le capital dans les mains d'une minorité, ce modèle néolibéral, ce modèle capitaliste est en train de détruire la terre. Tôt ou tard, il détruira l'humanité. Il faut intervenir. Ici, en Bolivie, nous pouvons contribuer modestement et défendre la vie, afin de sauver l'humanité. C'est notre responsabilité. »

Alors qu'Evo Morales parle de prendre le pouvoir de la majorité indigène à la suite d'une bataille de 500 ans, il explique les moments clés du processus qui s'est déroulé au cours des 20 dernières années. « Une fois le modèle néolibéral imposé, la bataille s'est livrée entre celui-ci et le mouvement indigène paysan. Cette lutte se résume en deux raisons : le pouvoir et le territoire. Nous devons récupérer le pouvoir politique pour pouvoir récupérer le territoire, ainsi que toutes les ressources naturelles. »

Des batailles importantes ont été livrées et remportées contre différents aspects du néolibéralisme depuis le début des années 1990 : des célèbres « guerres de l'eau » contre la privatisation de l'eau à Cochabamba en 1992 jusqu'à la lutte dirigée par Morales pour protéger la production traditionnelle de coca contre les tentatives d'éradication des États-Unis, en passant par les guerres du gaz en 2003 lors desquelles les gens de El Alto se sont battus pour empêcher la vente du gaz naturel, guerres remportées par ces derniers, au prix de 70 vies et de 200 blessés.

Le Mouvement vers le socialisme (MAS) dirigé par Morales n'est pas un parti politique dans le sens classique du terme. C'est ce que les gens appellent ici l'instrument politique des organisations sociales. Toutes les organisations

paysannes indigènes se sont regroupées pour former une organisation politique qui se présenterait aux élections. Au fur et à mesure que ces organisations mettaient le MAS sur pied, différents éléments de la classe moyenne, y compris des intellectuels et des éléments de la gauche urbaine, se joignaient à eux.

Le Mouvement est maintenant visible partout. La plupart des ministres et sous-ministres sont des leaders indigènes de mouvements sociaux. Et les bureaux du gouvernement sont remplis, du matin au soir, de paysans venus de leur campagne pour rencontrer leur ministre, généralement sans rendez-vous.

Les partis traditionnels de gauche n'ont pas su obtenir l'appui du mouvement indigène parce qu'ils se sont concentrés exclusivement sur la classe et qu'ils ont sous-estimé l'importance des questions de nationalité et d'identité. C'est une critique que l'on peut sûrement faire aux partis de gauche de presque tous les pays. La situation est différente en Bolivie, puisque les peuples indigènes constituent la majorité. De plus, lorsque le néolibéralisme a frappé et que les mineurs militants ont été décimés, les campesinos indigènes ont pris la tête d'un mouvement de masse.

Pour Evo Morales, les organisations sociales représentent l'autorité suprême. Lorsqu'il a voulu déterminer les politiques de l'assemblée constituante, il a rassemblé les chefs des différentes organisations paysannes et indigènes afin de discuter avec eux des règles qu'il devrait proposer à l'Assemblée, et déterminer qui devrait en être le président. L'Assemblée constituante (inaugurée le 6 août dernier) mettra fin, selon Evo, au colonialisme et au néolibéralisme et redémarrera le pays en fonction de la reconnaissance des 36 peuples indigènes et de l'économie communautaire.

Lorsque le Sénat a refusé d'adopter des mesures pour exproprier les terres improductives, Evo a affirmé à un important groupe de paysans indigènes : « Si nous n'améliorons pas ce pays en expropriant cette terre, nous devons nous demander à quoi sert le Parlement ? Peut-être que le Parlement devrait être aboli puisqu'il doit répondre aux demandes du mouvement campesino. »

Morales utilisera peut-être l'Assemblée constituante pour écraser le Parlement dans l'affaire de la réforme agraire ou d'autres programmes clés de son programme de changement. S'il va de l'avant, cela pourrait créer un double pouvoir étrange dans le pays. Pour symboliser les valeurs du nouveau gouvernement, Evo a coupé de 50 % son salaire et celui de tous les officiers élus et cadre du gouvernement. Les sommes économisées ont permis d'embaucher 3 000 nouveaux professeurs. Parmi les autres initiatives de son début de mandat :

- Augmentation du salaire minimum de 50 pour cent ;

- L'achat par l'État de 51 pour cent de la production des entreprises privées, ce que les Boliviens appellent la nationalisation de l'industrie de l'hydrocarbure ;

- Campagne massive d'alphabétisation ;

- Soins de santé gratuits grâce à l'aide de milliers de médecins cubains ;

- Opposition à la ZLEA et proposition d'échanges commerciaux entre les peuples comme alternative.

Le programme le plus ambitieux à ce jour est probablement ce que les Boliviens appellent la révolution agraire mécanisée. On l'appelle « révolution » parce que les précédentes réformes agraires n'ont laissé que de petites parcelles de terrain aux paysans et même aucune dans le cas de la région de Santa Cruz, consolidant ainsi le pouvoir des latifundia (grandes propriétés terriennes). Et ce qui est encore plus déterminant, c'est qu'ils n'ont pas respecté la méthode d'organisation collective des paysans en donnant aux hommes plutôt qu'aux femmes les titres des terrains.

En effet, la nouvelle réforme agraire donnera des terrains et des tracteurs aux collectivités et non pas aux individus. De plus, les titres fonciers seront aux noms des femmes. La réforme prévoit également fournir 8 000 tracteurs à ces communautés. Un apport important lorsqu'on sait que la plupart des paysans cultivent encore avec des outils

manuels. Mieux encore, ils s'engagent à respecter la biodiversité dans l'agriculture.

Même si ce sont encore très majoritairement des hommes qui sont à la tête du MAS, celui-ci a fait de grands pas. Quatre membres du cabinet sont des femmes et celles-ci détiennent des postes clés. La présidente de l'Assemblée constituante est une femme quechua, candidate qu'appuyait Evo Morales.

Les défis sont formidables, tout autant que l'énergie et le moral de ces gens. Ils attendaient ce moment depuis 500 ans. Il leur appartient, maintenant.

* L'auteur est éditrice du magazine Rabble.ca